



ATD ACTUALITÉ

HAUTE-GARONNE

SOMMAIRE

FORMATION DES ELUS

En mars, 10 formations vous sont proposées p. 3

Réunions cantonales : suivi des interventions de l'ATD p. 7

DOSSIER

Loi de finances initiale pour 2012

Quatrième loi de finances rectificative pour 2011 p. 9

BLOC NOTES p. 22

ACTUALITES JURIDIQUES

La création du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPRIC) p. 23

Redéfinition des modalités de calcul des indicateurs d'éligibilité aux dotations : le potentiel fiscal et le coefficient d'intégration fiscale p. 27

FICHE TECHNIQUE

Le déneigement des voies lorsque la compétence voirie est assurée par un EPCI p. 31

RUBRIQUE INTERNET p. 34

VOS QUESTIONS/NOS REPONSES p. 35

CHRONIQUE LEGISLATIVE

Textes publiés du 1^{er} au 31 décembre 2011 p. 37

JURISPRUDENCE p. 72

N° 213 JANVIER 2012

ÉDITORIAL

Le **programme de formation des élus** démarre en ce début d'année par le cycle des finances locales :

- trois sessions sont consacrées à la **loi de finances 2012** et à la **problématique des emprunts des collectivités territoriales**,

- cinq dates sont proposées pour la **préparation et le montage du budget** d'une commune de moins ou de plus de 3 500 habitants.

Cette actualité fiscale et financière est également développée dans le *Dossier* de ce bulletin avec l'étude de la loi de finances. A sa lecture vous pourrez prendre connaissance notamment des mesures relatives aux dotations de l'Etat et à la fiscalité locale.

En *Actualité juridique*, deux articles explicitent :

- le fonctionnement du **fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPRIC)** : quelles sont les collectivités qui sont prélevées et celles qui sont attributaires de ce fonds.

- la redéfinition des modalités de calcul des indicateurs d'éligibilité aux dotations : le **potentiel fiscal** et le **coefficient d'intégration fiscale**.

En cette période hivernale, nous consacrons une *Fiche technique* au **déneigement** : comment s'articule la coordination entre communes et EPCI lorsque ce dernier assure la compétence voirie ?

Enfin, comme en chaque fin d'année, l'actualité législative et réglementaire est extrêmement dense. On peut ainsi noter dans la chronique législative les textes suivants :

- la partie réglementaire du code général de la propriété des personnes publiques qui fixe les règles des **opérations immobilières** des collectivités,

- l'authentification des **chiffres de la population** pour 2012,

- la création de la **surface de plancher** en lieu et place de la SHON et de la SHOB,

- l'actualisation des tarifs de la **taxe d'aménagement**.

Le Président
de l'Agence Technique Départementale

Pierre IZARD

